



# La crise au Burundi menace la sécurité alimentaire des populations

## Les activités de la CAPAD en difficulté

**Afin de nous tenir informés de la situation sur la sécurité alimentaire des populations et du déroulement de ses activités en faveur des coopératives et familles agricoles, la CAPAD a rédigé la note que nous vous présentons ci-contre. Cette note a été rédigée dans des conditions de réunion très difficiles, tant l'insécurité à Bujumbura est forte. Cela n'a pas pour autant empêché la CAPAD de faire le point et de préparer les mesures nécessaires pour continuer à assurer son appui aux coopératives agricoles et aux nombreuses familles agricoles membres.**

**Rappelons qu'une organisation agricole comme la CAPAD est strictement apolitique. C'est une organisation professionnelle qui, à ce titre, ne prend pas parti dans le conflit. Sur le sujet, elle appelle ses membres à ne pas se diviser et à rester unis dans la recherche de la sécurité alimentaire des familles d'agriculteurs. Le rappel du contexte historique et politique ci-dessous a été rédigé par le CSA.**



### Note de la CAPAD sur la sécurité alimentaire des populations et le déroulement de ses activités en faveur des coopératives et familles agricoles

Au 25ème jour des manifestations contre le 3ème mandat du président en exercice au Burundi, il sied de signaler que ces manifestations sont localisées dans certaines communes de la mairie de Bujumbura, des provinces de Bujumbura rural et de Bururi (voir carte ci-contre).

Au départ, ces manifestations étaient pacifiques mais, par après, il y a eu des affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants et on compte actuellement des morts et des blessés.

Dans la capitale, les activités dans plusieurs secteurs de la vie économique ont été perturbées. La circulation dans la capitale et de la capitale à l'intérieur du pays est mise à rude épreuve (prix des tickets de transport de Bujumbura vers l'intérieur du pays ont presque triplé tandis que le transport des personnes et des biens vers la capitale a été sensiblement réduit). Il y a eu flambée des prix des produits de première nécessité.

Suite à l'absence des médias privés, les gens vivent des rumeurs qui suscitent de la peur panique au sein de la population. Des personnes ont fui (plus de 100 000 selon l'ONU) vers la Tanzanie, le Rwanda, l'Ouganda, la Zambie et la RDC.

La circulation routière entre Bujumbura et l'intérieur du pays est pour le moment difficile surtout pour les véhicules de transports des biens.

La mobilisation au travail des populations est sensiblement réduite ce qui diminuera la production agricole dans le court et moyen terme.

Les crédits contractés seront probablement plus difficilement remboursés et le partenariat entre les institutions de micro-finance et les coopératives risque d'être mis en cause.

La sécurité des hangars est vulnérable au moindre trouble à l'intérieur du pays. Il sera difficile de convaincre les membres des coopératives de conserver leurs produits dans les hangars de stockage.

#### Impacts sur les activités de la CAPAD

Il est pratiquement impossible pour le staff du siège (Bujumbura) de prestre selon les heures habituelles. Il y aura un retard dans la mise en oeuvre de certaines activités prévues.

Les sociétés coopératives dont CAPAD est actionnaire risquent de connaître une diminution du chiffre d'affaire parce qu'elles ne pourront pas stocker les quantités prévues suite à l'insécurité au niveau des hangars.

#### Les mesures adoptées pour faire face à la situation

La CAPAD a adopté des mesures pour faire face aux effets de la crise et pouvoir continuer, au mieux, ses activités :

Les cadres de la CAPAD sont cantonnés au bureau du siège pour ceux qui ont des difficultés de circulation entre chez eux et le bureau.

Pour le personnel dont les principales activités sont localisées à l'intérieur du pays, il a été recommandé de résider dans l'une des provinces de la zone d'action

La CAPAD augmentera les réunions de sensibilisation pour maintenir la cohésion sociale au sein des membres des coopératives, éviter la vente prématurée de leurs récoltes, éviter la décapitalisation par la vente des outils productifs des ménages.

Maintenir la communication entre le siège et les représentants des coopératives pour assurer le suivi des activités et l'évolution de la situation

Procéder à une évaluation rapide de l'impact de la crise en cours sur les membres de nos coopératives vivant en périphérie de la ville de Bujumbura afin de déterminer s'il y a besoin d'une assistance humanitaire urgente en faveur des plus vulnérables.

## 1. Situation au niveau de la CAPAD et ses membres

### Situation des coopératives et ses membres

La sécurité est globalement calme à l'intérieur du pays bien qu'il existe une peur, amplifiée par des rumeurs. Au sein des coopératives, les activités continuent, la cohésion sociale est au beau fixe. Toutefois, des tensions entre les pro et anti 3ème mandat du président actuel sont signalées. Dans la zone d'action de CAPAD, certaines personnes (dont les membres de CAPAD) craignent pour leur sécurité. Nous n'avons pas de précision sur le nombre de membres de nos coopératives ayant déjà quitté le pays.

### Situation par rapport à la mise en oeuvre des programmes et projets de CAPAD

Les activités continuent parce que le personnel terrain de la CAPAD est opérationnel. Toutefois au niveau du siège, il y a des perturbations des horaires de travail suite à la situation qui prévaut dans la capitale. Des mesures ont été adoptées pour permettre la continuité des activités tant au niveau du siège qu'au niveau du terrain.

## 2. Les conséquences immédiates de la situation en cours au Burundi

### Impacts sur les activités des ménages

Les producteurs ont peur et vendent prématurément leurs récoltes à des prix dérisoires et il y a un risque évident d'aggravation de l'insécurité alimentaire dans un futur proche.

Pour ceux qui ont fui le pays, il y a une décapitalisation : ils ont vendu le cheptel, les cultures sur pied ainsi que d'autres de leurs investissements agricoles.

### Impacts sur les activités des coopératives

Diminution des revenus des ménages membres des coopératives, suite à la perturbation de l'accès au marché de la capitale. La cir-

## Rappel du contexte politique

Le Burundi n'a pas encore fini de panser les plaies d'une longue guerre civile commencée en 1993 et qui a trouvé un terme en 2005, bien qu'il faudra attendre 2009 pour voir une des factions déposer les armes. C'est un très long processus de paix qui a conduit le Burundi à adopter les institutions actuelles et à adopter un équilibre entre les principales factions belligérantes dans les institutions et l'armée. Ces nouvelles institutions et cet équilibre se basent sur « l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi » signé le 28 août 2000, sous l'égide de la communauté internationale.

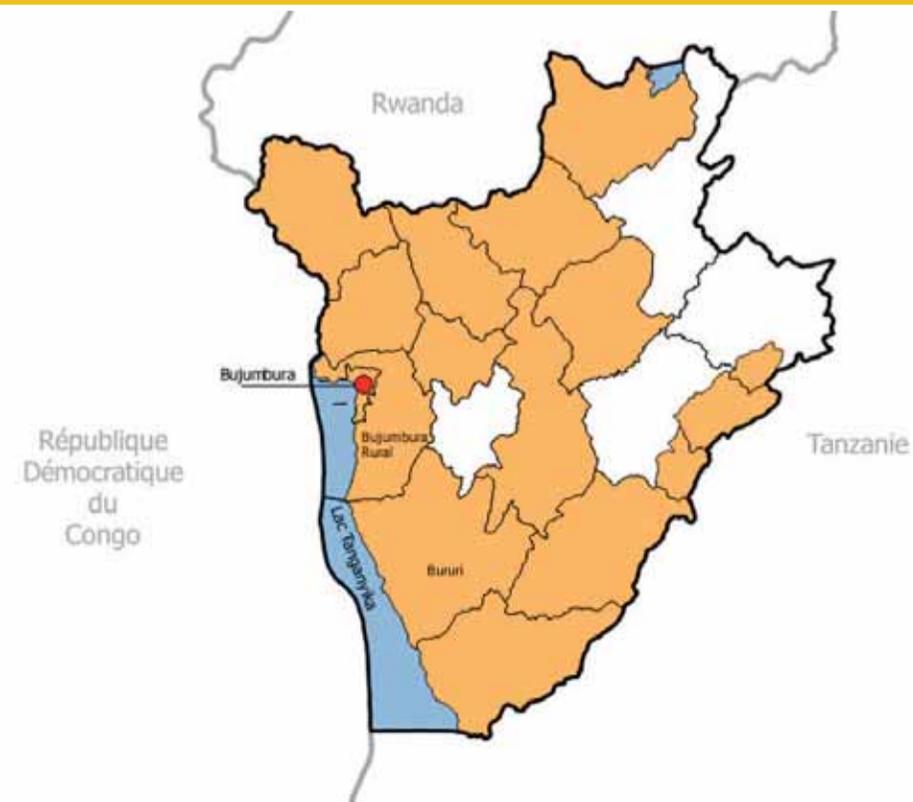
La crise politique actuelle découle de l'opposition entre, d'une part, le régime au pouvoir qui dans la pratique remet en cause l'accord d'Arusha et le bon fonctionnement

démocratique et, d'autre part, la société civile qui dénonce cette dérive. En particulier, l'existence d'une organisation des jeunes propre au parti du président et qui présente les agissements d'une milice constitue un danger avéré pour toute opposition populaire et démocratique au Régime en place.

La situation politique se dégrade rapidement et nous devons craindre les pires violences, mais il faut également prendre conscience que la crise a des répercussions immédiates et en aura à terme sur la sécurité alimentaire des populations.

Notons aussi que la Belgique, en tant que principal bailleur du Burundi, détient l'un des principaux moyens de pression pour pousser le régime en place à résoudre la crise de manière non violente.

## Carte du Burundi et zones d'action de la CAPAD (en orange)



Cette page mensuelle est réalisée par le Collectif Stratégies Alimentaires asbl. Le CSA est une ONG, agri-agence membre d'AgriCord.  
Ed. responsable: CSA, D. Van Der Steen  
184 D, Boulevard Léopold II  
1080 Bruxelles. - www.csa-be.org

LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be

Avec le soutien de la DGD (Coopération belge)